

compte-rendu d'une GAV collective sous X

Une cinquantaine de personnes ont tenté d'occuper une maison appartenant à la mairie, rue de Nantes, à Poitiers. L'idée était de l'ouvrir pour un week-end, au nez et à la barbe des flics. Faire chier la mairie et Vinci en occupant une maison de la mairie qui doit être rasée pour permettre à Vinci de construire son "cœur d'agglomération" qui rendra la ville

encore plus lisse, encore plus invivable, plus contrôlable. Une banderole est déployée sur la maison "Vinci hors de nos vies" et les personnes Les voisin-e-s pouvaient dès qu'elles voient un groupe de gens sauter le muret. Peu après ça, les flics défoncent la porte, et tament une personne. La tentative de sortir en groupe échoue et on sort une par une, menottée, fouillée, filmée. Il y a tout de même un long moment d'attente entre le moment où les flics entrent dans la maison et le moment où ils embarquent tout le monde (c'est le week-end du G20 à Cannes et ils sont en sous-effectif). On sait déjà qu'on va être embarquées et que nous seront nombreuses à refuser de donner nos identités. Ce rapport d'anonymat a tenu pendant la GAV, et une vingtaine de personnes sont sorties « sous X », au bout de 24h. C'est cette expérience qu'on a eu envie de partager là, c'est-à-dire celle d'une tentative de rester anonyme à une cinquantaine de personnes dans un contexte où les charges qui pourraient être retenues ne sont pas très lourdes. Parce qu'on pense qu'il n'y a pas d'"arrestation anodine", que leur travail de fichage se fait sur des années et des années, et qu'on a pas envie de coopérer.



Refuser qu'ils collent un nom avec un passif sur un corps, refuser de donner les papiers d'identité, les photos, empreintes et ADN et faire en sorte que même s'ils arrivent à chopper des informations, ils doivent galérer au maximum pour les obtenir. De fait, ça avait l'air d'être grave le bordel pour eux, à plein de moments ils pétaient les plombs et c'était bon. L'arrivée au commissariat se fait au compte goutte, et à l'arrivée les flics nous stockent dans un hangar. On est à nouveau palpées, décrites physiquement (cheveux, yeux, description des fringues et marques), photographiées. Pour ce moment là comme pour la plupart des moments de cette GAV, les keufs font vraiment chier les premières personnes qui refusent d'être prises en photo, mais deviennent moins insistants avec les suivantes.

Ils fouillent dans les sacs, cherchent tout papier qui fournirait des renseignements sur les identités. Dans le même temps ils essayent de rajouter des outils trouvés dans la maison dans les affaires posées dans le hangar. Face à un premier refus général de donner des identités, les flics attribuent des numéros, x1, x2, x3... De ce qu'on sait, c'était la première fois qu'ils avaient autant de personnes en GAV, et ça aurait sans doute été le bordel même sans ce truc de refuser de donner des noms. Ils nous ont toutes mises dans le même couloir, dans cinq cellules vitrées côte à côte. Entre cinq et dix personnes dans chaque cellule, qui gueulent, insultent et tapent sur les vitres dès qu'elles voient arriver quelqu'une... L'ambiance pendant toute la journée sera marquée notamment par le bruit incessant qu'on entend jusque dans les bureaux au 2ème étage ; la pratique de harcèlement à laquelle sont tellement habitués les keufs se sera retournée cette fois-ci en partie contre eux. C'est le début d'un vaste foutage de gueule, on est beaucoup à avoir esquivé la photographie ; photos et descriptions physiques ne leur suffisent pas à distinguer les personnes. Du coup les larbins qui viennent chercher les X en cellules pour les auditions pétent les plombs (quand ils amènent x24 chez le médecin, le médecin a déjà vu un autre x24, du coup ils doivent trouver quel x c'était etc etc). Ils galèrent à faire le parcours entier (audition/avocat/médecin) pour la personne, font passer plusieurs fois la même audition sous des x différents, ou pas du tout... Par contre, une partie des personnes arrêtées sont identifiées grâce au travail de fichage antérieur des flics locaux (contrôles d'identité dans la région, photos d'archive...), et le passage d'un RG local devant les cellules. Certaines personnes identifiées sortent, d'autres restent jusqu'à la fin et sortiront avec une convocation pour un procès. Tard dans la soirée, un keuf se pointe et tente un petit coup de pression « toutes les personnes qui donneront leur nom seront relâchées, les autres resteront ». Il ne peut pas finir, ça crie « chantage, chantage ». Les keufs nous servent dans la nuit un "repas" d'une boîte à Loudun qui s'appelle Bocage, qui fournit les GAV. Qu'elle crève.

Le lendemain matin, les flics extraient des personnes de cellule pour la deuxième audition. Ils ont recherché sur les "réseaux sociaux" des informations à partir de noms trouvés dans les sacs (papiers d'identités, factures, cartes de bus...) et essayé de reconnaître les personnes non identifiées dans les photos présentes dans leurs fichiers locaux. Pour nous foutre la pression, qu'on déclare un nom ou reconnaisse s'appeler unetelle... Après ça, l'heure du renouvellement de GAV approchait et ils ont pris les empreintes de force pour essayer encore de nous identifier. Ils ont dû venir à quatre ou cinq dans les cellules parce qu'on refusait de les suivre, et porter quelques personnes sur les deux étages... Pour la plupart des X la prise d'empreinte s'est faite de force, menotées dans le dos, avec quatre/cinq flics qui bourrinaient et un qui filmait (paroles de keufs : « pour prouver qu'on vous torture pas » « arrêtez vous allez vous faire mal »). Ils ont pris l'empreinte de chaque doigt avec un tampon encreur qu'ils passaient sur le doigt puis sur un papier (pas de largeur de main) ; d'après ce qu'on a entendu, ça a donné des empreintes de merde, ça a vraiment compliqué l'identification. Là encore le fait qu'on était très nombreuses et

reloues a joué et assez rapidement ils ont arrêté de faire vraiment chier pour les photos et se sont résignés à prendre des photos avec des grimaces, la tête baissée, les yeux fermés, l'encre des empreintes sur le visage... Par contre ils voulaient vraiment les empreintes. A partir de l'analyse des empreintes, le recoupement se fait assez vite (lors résultats en moins d'une heure) et ils ont dit avoir identifié plusieurs personnes dont la suite des PV n'est plus sous X (même s'illes refusent ce nom).



Ça fait 24h qu'on est enfermées, et, en criant entre les cellules, on arrive à communiquer entre nous qu'on a décidé de rester anonymes même en cas de renouvellement et de comparution immédiate. Puis quand les keufs arrivent pour faire sortir les personnes, on continue à douter de ce qu'ils disent et des personnes refusent de sortir en laissant d'autres derrière elles.

En début d'après-midi ils relâchent tous les X et gardent cinq personnes de Poitiers (identifiées dès le début par le RG) qui sortiront en fin d'après-midi après un passage devant le procureur, avec un contrôle judiciaire jusqu'au 8 décembre, date où illes sont convoquées pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens » et pour l'un des inculpés « identité imaginaire ». Une cinquantaine de personnes avec deux banderoles « flics hors de nos vies, hors de nos villes » et « la police et la mairie nous dégagent. Vinci aménage » se rassemblent devant le tribunal ; les mêmes flics que dans les geôles, qui se font emmerder et insulter jusqu'au bout. Une fois que les camarades sont tous sortis, le cortège repart en gueulant « vinci dégage, résistance et sabotage ! »

Après cette expérience de refus collectif de collaborer avec leur fichage, le sentiment général est plutôt positif. On aura vécu de bons moments de force collective ! L'anonymat est un acte de solidarité avec ceux qui ne peuvent pas donner leur identité (à cause de leur situation « irrégulière »), ainsi qu'une attitude forte d'entrave au fichage des personnes. Et quand c'est tout un groupe de gens qui s'oppose ensemble à collaborer avec les keufs, et ben, faut le dire, ça donne la pêche ! Après tous leurs efforts pendant ces 24h, une vingtaine de personnes restent anonymes, (avec un doute quand même parce que tout le monde n'a pas pu voir le PV de sortie de GAV, et peut-être certains résultats des comparaisons empreintes/fichiers sont arrivées après la fin de la GAV). Cette expérience nous rappelle qu'il y a (presque) toujours possibilité de résister face aux flics, d'autant plus quand on tient une position commune (envisageable à l'avance !). Lors d'une arrestation collective, il est important de partager avec les autres le plus d'infos possible sur ce qu'ils sont en train de faire et comment ils s'y prennent (du style : « photographe à la sortie ! »).

Par contre, ce serait naïf de nier que les keufs peuvent te forcer à faire ce qui leur a été ordonné. Évidemment la résistance est souvent réglée par les keufs par la violence physique ou morale. De même, leur boulot de fichage (photo + empreintes, collées ou pas à un nom) aura peut-être été plus poussé que s'ils avaient eu les identités directement ; habituellement quand on donne notre nom on peut refuser la signalétique (même si ça arrive qu'ils la prennent quand même de force) avec le risque de se prendre une amende ou du sursis. Et puis faut pas oublier que c'était une situation bien particulière : les charges étaient pas particulièrement lourdes, on était plein, et on n'est pas restés plus que 24h. Enfin ce n'est pas toujours possible de rester anonyme (surtout quand on est du coin ou qu'on a beaucoup été fichée auparavant).

Quelque soit le bilan effectif des identifications après cette GAV, et bien qu'on n'ait pas pu tenir la maison cette fois-ci, il nous semblait intéressant de retransmettre cette énergie collective vécue à Poitiers ce jour là. Tant à l'intérieur de leurs murs comme à l'extérieur : pendant que nous étions enfermées et nous maintenions tous les keufs bien occupés, la mairie et d'autres bâtiments ont été repeints... La solidarité ne s'arrête pas là, on n'oublie pas les 5 camarades qui passent en procès le 8 décembre.

des X